



EP
BC

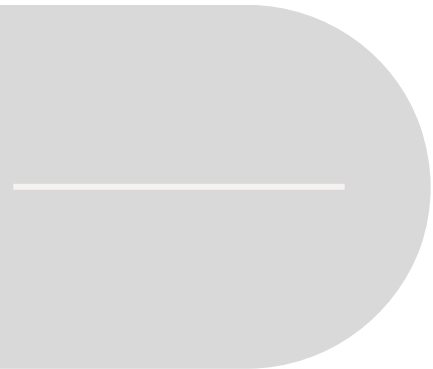
étudiant(e)s pro
bono du canada

pro bono
students canada

2025-26

**RAPPORT
ANNUEL**

TABLE DES MATIÈRES



3

Message
de la
direction

4

À propos
d'EPBC

6

Programmes
des sections

21

Programmes du
Bureau national
d'EPBC

26

Résumé
financier

27

Partenaires
financiers

28

Organisations
partenaires

31

Nous joindre



Andrew Biteen

DIRECTEUR NATIONAL

Chers et chères ami·es et sympathisant·es d'EPBC,

En contemplant les réalisations d'Étudiant(e)s pro bono du Canada au cours de la dernière année, je ne peux qu'être impressionné par la capacité d'adaptation d'EPBC, son dynamisme et son dévouement sans faille envers l'accès à la justice. Tout au long d'une année marquée par d'importants changements au sein de la direction — nouveau directeur national, nouvelle directrice du Centre de justice familiale et nouveau président du Conseil consultatif —, EPBC a continué à innover et à servir les communautés d'un bout à l'autre du Canada en recourant à des étudiantes et étudiants pour fournir des services de soutien juridique de qualité ancrés dans la dignité, l'équité et l'humilité.

Durant la dernière année, le Centre de justice familiale a revu ses critères d'admissibilité afin que davantage de personnes puissent profiter de ses services et obtenir un soutien véritablement utile. L'Institut d'apprentissage d'été a été élargi, ce qui a permis à davantage d'étudiant·es et d'avocat·es ont de bénéficier de ses formations approfondies. Nos 22 sections ont elles aussi élargi leur champ d'action à l'échelle du pays, notamment grâce à notre plus ambitieux Plan provincial de mobilisation à ce jour.

Cette année a également été marquée par le 30^e anniversaire d'Étudiant(e)s pro bono du Canada. Depuis 30 ans, EPBC offre un soutien juridique gratuit aux personnes et aux communautés du Canada, tout en contribuant à former les prochaines générations d'avocat·es. Nous estimons que plus

d'un quart des étudiant·es en droit du Canada ont participé à des activités d'EPBC. Notre programme a façonné tout un pan de la communauté juridique canadienne d'aujourd'hui, y compris des juges, des professeur·es, des fonctionnaires, des avocat·es en cabinet privé, des défenseurs communautaires et des dirigeant·es œuvrant dans de nombreux secteurs.

Alors que nous contemplons les 30 prochaines années, nous demeurons plus attachés que jamais à la cause de l'accès à la justice. Nous comptons continuer de soutenir la communauté pro bono du Canada, de renforcer nos partenariats et d'accroître les retombées collectives de notre action. Nous continuerons également de célébrer les communautés qui accueillent nos projets dirigés par des étudiant·es, ainsi que nos généreux partenaires, financiers et autres, qui rendent notre action possible.

Merci de faire partie de notre histoire et pour votre précieux soutien. Nous sommes impatients de continuer à construire un avenir meilleur ensemble.

Andrew Biteen
DIRECTEUR NATIONAL



À PROPOS D'EPBC

La vision d'EPBC est celle d'une société dotée de systèmes judiciaires accessibles, où la dignité et les droits de chaque personne sont respectés. EPBC a pour mission de fournir des services juridiques gratuits aux personnes et aux communautés qui font face à des obstacles en matière d'accès à la justice.



Dignité

Nous croyons que toute personne a droit au respect, de faire entendre sa voix et à la pleine jouissance de ses droits.



Équité

Nous défendons l'égalité réelle, l'inclusion et la diversité sous toutes ses formes. Nous mettons l'accent sur l'impact de notre action (pas seulement sur les bonnes intentions).



Humilité

Nous accordons la priorité à l'écoute, à l'apprentissage et à l'autoréflexion. Nous apprécions la sagesse des communautés que nous servons et leurs expériences vécues guident notre travail.

Nos programmes



Sections dirigées par des étudiant·es

Le Bureau national d'EPBC forme et épaulé les leaders étudiants (c.-à-d. les coordonnateurs et coordonnatrices de programme) de ses 22 sections. Les coordonnateurs-trices de programme recrutent, forment et soutiennent les étudiant·es bénévoles qui effectuent des stages enrichissants auprès d'organismes communautaires locaux sous la supervision d'avocat·es ou de notaires pro bono.



Programmes nationaux d'EPBC

Le Bureau national d'EPBC élabore et dirige des programmes visant à lutter contre les inégalités complexes et systémiques. Durant l'année de programme 2025-2026, EPBC a dirigé deux initiatives lancées par le Bureau national d'EPBC en 2020 : le Centre de justice familiale et le Programme des droits de la personne des peuples autochtones.

Pour en savoir plus sur notre Conseil consultatif et l'équipe du Bureau national d'EPBC, visitez www.etudiantsprobono.ca/a-propos.

Plan stratégique



2021-2026

L'actuel plan stratégique d'EPBC prendra fin en 2026. Ce plan, lancé en 2021, a été établi durant une période de grande réflexion marquée par d'importants bouleversements. La pandémie de COVID-19 a exacerbé les inégalités de longue date et davantage exposé les faiblesses du système de justice, tandis que la prévalence du racisme anti-Noirs et anti-Autochtones n'a cessé d'alimenter la méfiance du public envers la profession juridique.

Dans ce contexte, notre plan stratégique nous a servi de feuille de route et a guidé notre action alors que le domaine de l'accès à la justice était en pleine évolution. Le plan stratégique a guidé les décisions d'EPBC, renforcé notre capacité à surmonter les défis et soutenu notre croissance continue en tant que principale organisation de travail juridique pro bono au Canada.

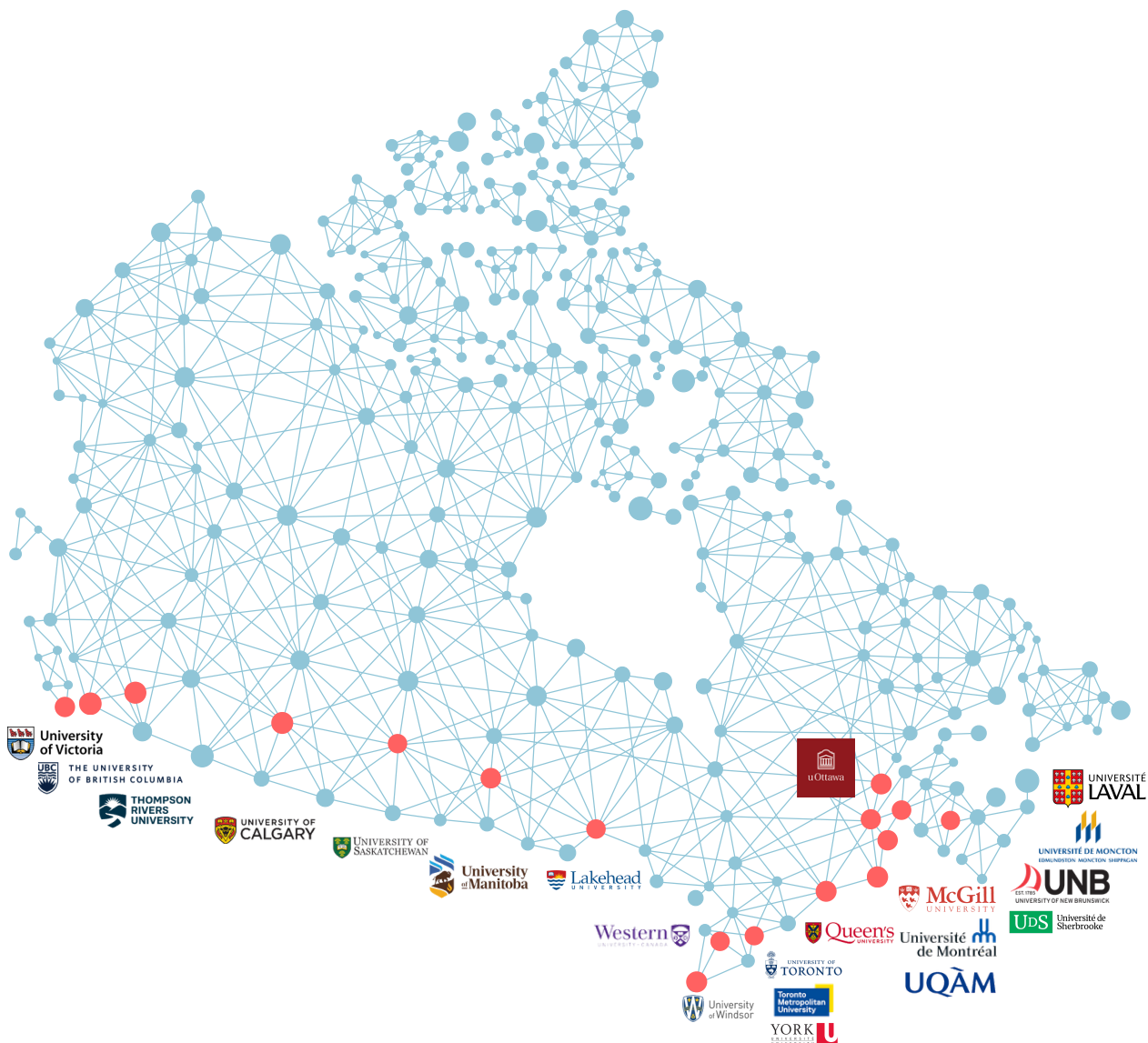
Au cours des cinq dernières années, EPBC a atteint bon nombre des objectifs fixés dans le plan stratégique de 2021. Notre gouvernance et nos activités de collecte de fonds vont mieux que jamais, nous avons bonifié notre offre de formation au moyen de l'Institut d'apprentissage d'été, et nous avons étendu nos services à de nouvelles communautés, tant au sein des régions métropolitaines de nos sections qu'au-delà.

Prochains chapitres

Afin de nous aider à y voir plus clair, EPBC a fait appel à Logical Outcomes, un cabinet-conseil à but non lucratif, afin de nous accompagner dans l'élaboration de notre prochain plan stratégique et d'apprentissage.

Nous tâcherons également de mobiliser notre réseau afin de veiller à ce que notre nouveau plan stratégique reflète bien l'histoire d'EPBC et réaffirme notre vision, notre mission et nos valeurs. Cette nouvelle stratégie tiendra également compte de l'état des choses à l'extérieur d'EPBC. Nous nous efforcerons de comprendre le monde tel qu'il est en 2026 et ce que nous pouvons faire pour répondre à la crise de l'accès à la justice, crise annoncée par les juges en chef de la Cour suprême et d'éminents universitaires canadiens depuis plus d'une génération.

Ultimement, ce processus stratégique ne visera pas tant à trouver des réponses qu'à faire ressortir les bonnes questions qui orienteront notre travail lors des périodes d'incertitude qui surgiront au cours des prochaines années.



PROGRAMMES DES SECTIONS

Notre offre de programmes illustre bien ce que l'on peut accomplir grâce à la collaboration, ainsi que les liens profonds et significatifs que nos programmes permettent aux étudiant-es, aux professionnel-le-s du droit et aux organisations partenaires de tisser entre eux.

Merci beaucoup

Nous tenons à remercier les coordonnateurs-trices de programme, les superviseur-es locaux/locales, les étudiant-es en droit bénévoles, ainsi que les avocat-es et notaires superviseur-es de l'année 2025-2026. Nous remercions également les partenaires financiers de nos sections, ainsi que nos 22 facultés de droit partenaires d'un bout à l'autre du pays, pour leur soutien. Vous trouverez la liste complète de nos partenaires aux pages 26-29.

Les retombées de notre travail

Le principal outil que nous utilisons pour mesurer les retombées de notre travail est le Sondage d'impact, lequel est envoyé à l'ensemble de nos bénévoles, de nos organisations partenaires et de nos avocat·es et notaires superviseur·es. Les données recueillies démontrent qu'EPBC continue de remplir sa mission et demeure la principale organisation de travail juridique pro bono au Canada.

1 419 étudiant·es bénévoles

420 projets

41 coordonnateur·s-trices de programme

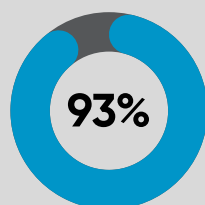
17 000 personnes soutenues

485 avocat·es et notaires superviseurs

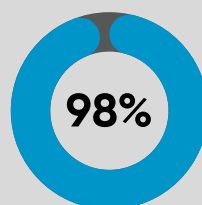
113 520 heures de bénévolat

348 organisations partenaires

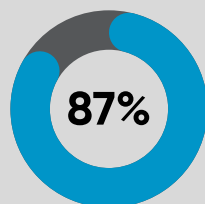
Nous sommes fiers de rapporter que, durant l'année de programme 2025-2026, les partenaires d'EPBC qui ont mené des programmes dirigés par des étudiant·es ont fourni des services directs à **9 500 clients** dans le cadre de projets d'assistance aux clients; produit environ **2 158 billets de blogue, balados, mémoires de recherche, bulletins d'information, etc.**; et animé environ **306 séances d'éducation juridique**.



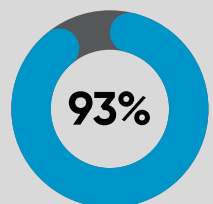
des organisations partenaires se sont dites satisfaites du travail accompli par les étudiant·es bénévoles



des étudiant·es bénévoles ont indiqué qu'ils recommanderaient EPBC à d'autres étudiant·es en droit



des avocat·es et des notaires superviseur·es ont indiqué qu'ils seraient prêts à répéter l'expérience de supervision



des étudiant·es bénévoles ont indiqué que leur stage auprès d'EPBC a enrichi leur formation juridique



Clinique testamentaire, Unison

M. Thomson (nom modifié) a téléphoné au service d'aide aux aînés d'Unison et semblait soulagé. Il a expliqué que, depuis des années, il remettait à demain la rédaction de son testament, de sa procuration et de ses directives préalables, car son revenu fixe ne lui permettait tout simplement pas de payer les frais juridiques. «J'ai toujours craint qu'il m'arrive quelque chose et que mes enfants ne sachent pas quoi faire, a-t-il déclaré au membre du personnel. Ils m'ont traité avec respect. Je ne me suis jamais senti pressé ni gêné.»

Vineeta Kapoor
Représentante d'une organisation partenaire, Unison

Droit de la santé, RPCU

«Mon expérience dans le cadre du programme d'EPBC [...] m'a permis d'aller au-delà du cadre théorique des études en droit et de me pencher sur des questions concrètes et ancrées dans la réalité du système de santé. [...] Cette expérience a renforcé mon désir de répondre directement aux besoins de la communauté lorsque j'exercerai le droit.»

Sierrah Benfeito
Étudiante en droit bénévole

Cyberharcèlement et consentement

«Depuis plus de 10 ans, EPBC collabore avec la PLEA afin de donner aux avocat·es, aux étudiant·es en droit et à la profession juridique de la Saskatchewan l'occasion de tisser des liens. [...] Aujourd'hui, des milliers de jeunes d'un bout à l'autre de la Saskatchewan en apprennent plus sur le consentement et la loi, sur la cyberintimidation et sur les différents parcours qui peuvent mener à une carrière en droit, et ce, en grande partie grâce à EPBC et à son équipe de bénévoles dévoués.»

Jonas Kiedrowski
Représentant d'une organisation partenaire, PLEA

Testaments, successions et tutelle Harmony in Action

«En tant qu'avocate superviseure, il m'a été très gratifiant d'aider les étudiant·es à vulgariser des concepts juridiques afin de générer de l'information pratique et accessible pour les membres de la communauté. L'un des points forts pour moi a été de les voir gagner en assurance tout en aidant concrètement les gens à rédiger leurs testaments et en répondant à des questions relatives à la tutelle. Ces projets ne font pas que renforcer les compétences des étudiant·es; ils fournissent aussi un soutien important aux organismes communautaires et favorisent l'accès à l'information juridique.»

Kristijana Gavrovski
Avocate superviseure



Clinique juridique, Native Women's Shelter of Montreal

« C'était la cinquième année que j'agissais comme avocate superviseure pour ce projet d'EPBC. (J'ai moi-même été étudiante bénévole durant ma première année de droit!) C'est l'un des projets de bénévolat les plus enrichissants auxquels j'ai eu le privilège de participer. Les étudiant·es et moi-même apprenons beaucoup ensemble — que ce soit sur des lois et des réglementations en particulier, la prise en charge de clients et la formulation d'avis juridiques, et la vie des femmes autochtones en situation de logement précaire et les défis auxquels elles font face — et j'espère aussi que les renseignements que nous fournissons sont utiles à nos clients. »

Miriam Clouthier
Avocate superviseure





Conférence nationale sur le leadership

Du 7 au 9 mai 2025, nous avons tenu notre Conférence nationale sur le leadership, une conférence bilingue qui rassemble tous les ans les nouveaux et nouvelles leaders étudiant-es de toutes nos sections d'un bout à l'autre du pays. Nous avons utilisé une plateforme virtuelle dotée de fonctionnalités interactives afin de favoriser la participation et d'améliorer l'expérience globale des participants.

Nous avons eu l'honneur d'accueillir des conférencières et conférenciers inspirants, y compris l'honorable Michelle O'Bonsawin de la Cour suprême du Canada, Sheliza Jamal et Bibiana Pulido, formatrices sur les principes anti-oppression, ainsi que notre conférencière d'honneur, Kasari Govender, commissaire aux droits de la personne de la Colombie-Britannique. Leurs propos ont donné à la conférence un ton à la fois réfléchi et stimulant.



**L'honorable
Michelle O'Bonsawin**
Cour suprême du Canada



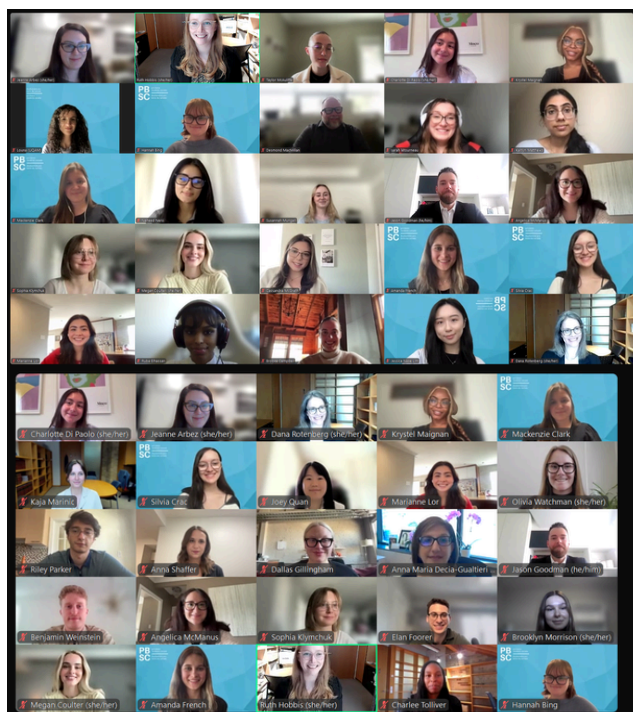
Kasari Govender
Commissaire aux droits de la
personne de la C.-B.



Sheliza Jamal
Directrice générale et fondatrice
de Curated Leadership



Bibiana Pulido
Cofondatrice et directrice générale
du Réseau interuniversitaire
québécois pour l'équité, la diversité
et l'inclusion (RIQEDI)



Institut d'apprentissage d'été



Lancé en 2023, **l'Institut d'apprentissage d'été** (IAE) a été conçu pour aider les membres de la profession juridique, particulièrement les avocates et avocats en début de carrière, à développer les compétences et les capacités nécessaires pour défier les inégalités systémiques et favoriser l'inclusion.

De juin à août 2025, EPBC a offert une série d'ateliers virtuels. Dans le cadre des améliorations apportées au programme d'IAE, nous avons tenu un nombre record d'ateliers simultanés en anglais et en français, afin de favoriser l'accessibilité et d'augmenter la participation. Nous avons également veillé à ce que tous les ateliers puissent compter comme des heures de formation professionnelle continue (FPC) auprès de la Law Society of British Columbia et du Barreau de l'Ontario, et aussi par d'autres barreaux au Canada.

Les leaders étudiant-es et les superviseur-es locaux/locales de nos 22 sections à l'échelle du pays, notre réseau élargi de bénévoles et d'avocat-es et notaires superviseur-es, ainsi que nos partenaires communautaires ont été invités à participer à l'IAE.

Ateliers :

- Les visions du monde autochtones et l'humilité culturelle
- L'alliance authentique
- L'expression et l'identité de genre
- Le langage inclusif
- Le Langage juridique clair
- La prestation de services juridiques tenant compte des traumatismes
- Pratique juridique, bien-être et gestion du stress

Nous remercions sincèrement nos conférencières et conférenciers exceptionnels ainsi que toutes les personnes qui ont participé à l'IAE et l'ont enrichi grâce à leur présence.

Nous tenons également à remercier [Lenczner Slaght s.r.l.](#) d'avoir commandité l'atelier sur le langage clair en droit et [Epstein Cole s.r.l.](#) d'avoir commandité l'atelier sur la pratique du droit tenant compte des traumatismes. Les commanditaires de l'Institut d'apprentissage d'été d'EPBC jouent un rôle crucial en soutenant de tels événements qui renforcent les capacités de la prochaine génération de leaders du secteur de la justice.



Prix du juge en chef Richard Wagner



Le juge en chef Richard Wagner, en compagnie des coordonnateurs-trices de programme et du comité exécutif de la section de l'Université de Calgary, lors de la cérémonie de remerciement des bénévoles organisée en mars 2026.

Créés en 2019, les Prix du juge en chef Richard Wagner rendent hommage aux étudiant-es bénévoles d'EPBC d'un bout à l'autre du Canada qui se sont démarqués en incarnant avec brio nos valeurs fondamentales : dignité, équité et humilité. Les prix de 2026, gracieusement parrainés par notre cabinet partenaire national, **McCarthy Tétrault**, ont été décernés aux lauréats et lauréates de 2026 lors d'événements et de célébrations organisés par les sections d'EPBC partout au pays.

En 2026, EPBC a reçu un nombre record de mises en nomination soulignant les contributions de plus de 160 étudiant-es exceptionnels à l'échelle de nos 22 sections. Nous remercions du fond du cœur toutes les personnes qui ont pris le temps de soumettre des nominations et de reconnaître le dévouement et les contributions de nos bénévoles qui ont eu une incidence importante sur leur section et leur communauté locale. Félicitations aux lauréates et lauréats des Prix du juge en chef Richard Wagner 2026! Et merci à tous les bénévoles d'EPBC qui s'efforcent de faire fleurir l'espoir d'un océan à l'autre.

« L'espoir n'est pas un sentiment que l'on éprouve avant d'agir. C'est quelque chose qui voit le jour grâce à nos actions. Merci pour l'exemple que vous donnez. Pour votre dévouement envers autrui, pour votre engagement au sein de votre communauté et de nous avoir montré comment cultiver l'espoir. »

Le très honorable Richard Wagner
Juge en chef du Canada

Le 30 mars, le très honorable Richard Wagner, juge en chef du Canada, a assisté à une cérémonie de remise de prix organisée par notre section de l'Université de Calgary. Il a personnellement remis le prix à la lauréate de la section et a félicité tous les bénévoles d'EPBC pour leurs efforts continus afin de faire tomber les obstacles à la justice et de soutenir les communautés mal desservies en Alberta et au Canada.



Thao Nguyen

Lauréate de la section de l'Université de Calgary

Projet : Clinique testamentaire, Calgary Vietnamese Women's Association

Thao Nguyen s'est distinguée en raison de son esprit d'initiative. En 2024-2025 et en 2025-2026, de concert avec une nouvelle organisation partenaire, elle a proposé des projets qui pourraient être utiles pour sa communauté locale. Cette année, elle a mis en place, en collaboration avec la Calgary Vietnamese Women's Association, une Clinique testamentaire destinée aux femmes, particulièrement les mères monoparentales, car ces dernières rencontrent souvent d'importants obstacles lorsqu'elles tentent d'obtenir des services de planification successorale.

« Je suis profondément reconnaissante d'avoir pu mettre mes compétences et mes connaissances au service des communautés. J'espère continuer à soutenir les personnes sous-représentées de Calgary dans ma pratique juridique, après l'obtention de mon diplôme. »

Thao Nguyen

Étudiante bénévole et lauréate du prix PJCRW 2026



Luis Manuel Trejo Linares

Lauréat de la section de l'Université du Manitoba

Projet : Assistance aux clients, Legal Help Centre

Luis Manuel Trejo Linares s'est démarqué dans son travail auprès du Legal Help Centre, où il a mis à profit ses compétences juridiques et sa maîtrise de l'espagnol pour offrir un service hors pair aux clients. Il a également fait preuve d'un engagement exceptionnel envers l'organisation et ses clients en continuant de travailler bénévolement pour la clinique sans rendez-vous en après-midi, malgré sa période d'examen universitaires très chargée.



40
projets



39
partenariats



18
nouveaux
projets

Rayonnement pancanadien

Depuis son lancement en 2023, le Plan provincial de mobilisation d'EPBC n'a cessé de s'élargir afin d'englober des communautés éloignées et mal desservies, ce qui s'inscrit pleinement dans la mission d'EPBC visant à améliorer l'accès à la justice partout au Canada et à soutenir les communautés qui ont de la difficulté à obtenir des services juridiques. Cette année, les actions de rayonnement d'EPBC se sont étendues à l'échelle nationale, transformant ainsi notre Plan provincial de mobilisation en un Plan pancanadien de mobilisation. En tirant parti de la participation de différentes sections, nous avons pu répondre aux besoins des partenaires et des communautés situées en dehors des régions où se trouvent les facultés de droit canadiennes et les sections d'EPBC.



Université de Moncton

Notre section de l'Université de Moncton s'est associée à [East Coast Environmental Law](#) afin d'élaborer des ressources d'éducation juridique destinées aux membres du public des provinces de l'Atlantique. Les ressources sont axées sur la protection de l'environnement et fournissent des conseils juridiques à ce sujet.



Université d'Ottawa (droit civil)

Notre section de l'Université d'Ottawa (droit civil) continue de diversifier les communautés qu'elle sert et d'étendre son action au Québec grâce à de nombreux nouveaux partenariats, y compris son partenariat avec la [Légion royale canadienne de Val-d'Or](#). Ce projet fournit aux anciens combattants de l'information et des ressources essentielles sur le droit du travail, le droit de la santé et le droit du logement.



Université Queen's

Notre section de l'Université Queen's a connu une deuxième année couronnée de succès avec le bureau de [North Bay d'Aide juridique Ontario](#). Des étudiant·es bénévoles ont rédigé des documents en langage clair sur le droit de la famille s'adressant aux jeunes, aux familles et aux personnes en situation de pauvreté.



« Ce projet revêtait pour moi une importance toute particulière, car, en grandissant, j'ai eu peu d'interactions positives avec la police et j'ai souvent souhaité que mes amis et moi ayons de telles connaissances afin d'éviter qu'on nous traite d'une manière portant atteinte à notre dignité. »

Ieuan Edwards

Étudiant en droit bénévole

Des interactions plus sûres entre les jeunes et la police

Trois étudiant-es en droit bénévoles de notre [section de l'Université de Windsor](#) ont collaboré avec [Rapha Youth Outreach Services](#) afin d'élaborer des ressources pour aider les jeunes historiquement marginalisés à gérer en toute sécurité leurs interactions avec la police et comprendre leurs droits garantis par la Charte. Ieuan Edwards s'est vu décerner le Prix du juge en chef Richard Wagner 2026 de sa section pour sa contribution à ce projet et son engagement à rendre ces ressources intéressantes, pertinentes et accessibles. Ieuan a entre autres rencontré un agent de police local afin de comprendre comment la loi est appliquée dans la pratique et s'assurer que les ressources élaborées correspondaient bien à la réalité. À travers son approche proactive et axée sur l'humain en matière d'engagement communautaire, Ieuan a fait montre d'un leadership remarquable.



Information juridique pour les locataires de la C.-B.

Les personnes en situation de logement précaire rencontrent souvent des obstacles complexes et systémiques lorsqu'elles tentent de s'y retrouver dans les questions relatives à la location résidentielle en Colombie-Britannique. Les litiges liés à la location peuvent s'avérer extrêmement stressants et difficiles à gérer, surtout pour les personnes qui n'ont que peu d'expertise ou de connaissances juridiques.

Partenaire de longue date de notre [section UBC](#), le [Tenant Resource & Advisory Centre \(TRAC\)](#) est un organisme à but non lucratif qui s'efforce de réduire les obstacles liés au manque d'information en proposant gratuitement des services d'éducation juridique, de représentation et de défense des droits et des intérêts en matière de location résidentielle.

Cette année, des étudiant·es en droit bénévoles ont joué un rôle essentiel pour le TRAC. Ils ont répondu aux appels à la ligne d'assistance aux locataires du TRAC, recueilli les renseignements nécessaires, puis fourni de l'information juridique et dirigé les clients vers des services adaptés à leur situation.

Les bénévoles ont également prêté main-forte dans le cadre du programme d'hébergement ponctuel du TRAC et de sa clinique du logement, en offrant un soutien gratuit en personne ainsi que des services de représentation aux locataires devant la commission de la location immobilière de la C.-B. ou la cour des petites créances.

Les étudiant·es collaborent avec l'équipe juridique et les intervenants en logement du TRAC, et renforcent ainsi la capacité du TRAC à soutenir leurs clients. Ces programmes ont permis non seulement aux bénévoles de développer des compétences pratiques, mais ont aussi significativement contribué à la mission du TRAC, qui est d'améliorer l'accès à la justice et à l'éducation juridique pour tous les locataires de la Colombie-Britannique.

« Les étudiant·es d'EPBC sont devenus un atout précieux pour le TRAC [...] Je suis toujours impressionné par tout ce que les étudiant·es peuvent apprendre et la vitesse à laquelle ils le font, et par la capacité supplémentaire qu'ils apportent à nos programmes permanents. »

Robert Patterson

Avocat, Tenant Resource & Advisory Centre



Soutien aux survivantes et survivants autochtones de violence conjugale

Pour une personne qui a connu la violence conjugale, il peut être très difficile de s'y retrouver dans les procédures judiciaires de droit de la famille et de droit criminel, car les étapes à suivre, les questions à poser ou les programmes disponibles ne sont pas nécessairement clairs. Cela est d'autant plus vrai pour les personnes autochtones, pour qui il est encore plus difficile d'obtenir de l'information adaptée à la culture en ce qui concerne les services et programmes qui pourraient leur être utiles.

Cette année, des étudiant-es bénévoles de notre **section de la Faculté de droit Jackman de l'Université de Toronto** se sont associés à l'**Ontario Federation of Indigenous Friendship Centres (OFIFC)** pour élaborer une boîte à outils de prévention de la violence entre partenaires intimes autochtones (PVPIA).

Cette boîte à outils propose des ressources en langage clair qui expliquent chacune des étapes, comment s'y préparer et à quoi s'attendre, afin que le processus soit plus facile à comprendre et moins intimidant.

Les étudiant-es ont également rédigé un mémoire de recherche juridique résumant les principales tendances, les procédures à suivre pour diriger les personnes vers les bons programmes et services, et les problèmes récurrents liés aux programmes IPV et IPIV, afin de soutenir l'élaboration de cette boîte à outils.

Ce projet a permis d'améliorer l'accès à la justice en vulgarisant des démarches juridiques complexes et en fournissant des orientations claires et adaptées à la culture, que les survivant-es et les fournisseurs de services peuvent désormais utiliser en toute confiance.

« Mon expérience de bénévolat auprès d'EPBC a été, de loin, l'expérience la plus enrichissante de ma première année de droit. J'ai beaucoup approfondi mes connaissances dans des domaines du droit qui me passionnent et j'ai l'impression que mes efforts ont contribué à une cause importante. »

Divyesh Kanal

Étudiante en droit bénévole





Promouvoir la réadaptation auprès des tribunaux de Calgary

Les personnes vulnérables qui commettent des infractions aux règlements municipaux ou des délits mineurs ont souvent du mal à se sortir du cercle vicieux de la précarité et n'ont pas accès aux soutiens nécessaires pour remettre leur vie sur les rails.

Dans le cadre d'un nouveau projet mené en collaboration avec **Calgary Legal Guidance (CLG)**, partenaire de longue date de notre **section de Calgary**, cinq étudiant-es en droit bénévoles se sont impliqués auprès de la Calgary Community Court, une initiative de déjudiciarisation établie par CLG en partenariat avec la Ville de Calgary en vue de renforcer la sécurité publique, d'améliorer la qualité de vie grâce à la réadaptation et de stabiliser les populations vulnérables.

Sous la supervision de CLG, des étudiant-es bénévoles ont tenu des entretiens initiaux avec des clients afin d'élaborer des plans de développement personnel qui remplacent les contraventions ou d'autres sanctions punitives. Ces plans personnels tiennent compte des besoins des clients et reposent sur une évaluation des besoins les plus urgents de chaque personne. Les étudiant-es ont ensuite plaidé pour leurs clients en présentant ces plans de développement personnel au tribunal.

Ce projet a permis de soutenir des habitants vulnérables de Calgary en les dirigeant vers des programmes et des soutiens communautaires, afin qu'ils puissent s'engager sur une voie positive axée sur la réadaptation et le bien-être.

Lutter contre la maltraitance dans les établissements de santé

On parle peu de la maltraitance envers les femmes dans les établissements de santé et d'autres établissements de soins, ce qui prive nombre d'entre elles des connaissances et des outils nécessaires pour faire valoir leurs droits. La maltraitance peut prendre diverses formes, comme la minimisation des problèmes de santé, la fourniture de soins inadéquats et l'imposition de décisions sans avoir obtenu le consentement éclairé de la patiente. En plus de porter atteinte à leur dignité et à leur autonomie, ces pratiques privent les femmes des services essentiels dont elles ont besoin.

Cette année, des étudiant·es de notre [section de l'Université McGill](#) se sont associés à [Écho des femmes de la Petite-Patrie](#), un organisme communautaire établi depuis bien des années, pour mener un nouveau projet visant à lutter contre cette problématique au moyen d'une initiative d'éducation juridique fondée sur les besoins de la communauté. Les étudiant·es ont tout d'abord réalisé des recherches approfondies sur les expériences des femmes de la communauté et recueilli leurs témoignages afin de s'assurer que l'initiative reflète bien les difficultés rencontrées dans leurs interactions avec les établissements.

En s'appuyant sur ces recherches, les étudiant·es ont, sous la supervision d'une avocate superviseure, conçu et animé des ateliers d'éducation juridique destinés à des groupes communautaires. Les ateliers ont abordé les droits des femmes, les recours juridiques disponibles et les stratégies pratiques permettant de reconnaître et de lutter contre la maltraitance en établissement.

En mettant en avant les voix de la communauté et en accordant la priorité à l'accessibilité, ce projet a permis de faire prendre conscience des préjugés, d'aider les femmes à comprendre et à faire valoir leurs droits, et de s'assurer que la communauté soit mieux informée et outillée.



« Notre première expérience avec EPBC a été tout simplement formidable! »

Silvia Martinez

Coordonatrice Générale

Écho des femmes de la Petite-Patrie

Un appel à l'action qui fait la différence

Au cours des dernières années, nous avons constaté un recul inquiétant des droits de la personne et une intensification des agressions à l'encontre des membres de la communauté LGBTQ+, particulièrement à l'égard des personnes trans et non binaires. La montée de la désinformation et des discours stigmatisants favorise la normalisation de la violence et affaiblit encore plus des communautés qui sont déjà vulnérables. Les crimes et les agressions ciblant les personnes LGBTQ+ sont en hausse au Canada, ce qui témoigne d'un climat social alarmant. De plus, de nombreuses personnes LGBTQ+ se méfient du système de justice, soit en raison de la discrimination dont elles ont été victimes par le passé, soit en raison de sa complexité.



Afin de lutter contre cette problématique, **les sections de l'Université de Sherbrooke et de l'Université de Montréal** se sont associées à **Interligne** pour offrir de l'information juridique aux personnes LGBTQ+ dans un espace sûr, gratuit et accessible. Sous la supervision d'avocat-es, des étudiant-es bénévoles ont fourni un soutien personnalisé dans divers domaines du droit, notamment le droit de l'immigration, le droit criminel, le droit constitutionnel, les procédures de changement de nom, le droit de la famille et le droit du travail. Les bénévoles ont fait preuve d'une sincère volonté de répondre aux besoins particuliers de cette clientèle.

Ce projet a eu d'importantes retombées sociales en aidant les personnes à obtenir de l'information juridique fiable, en leur donnant les moyens d'agir et en contribuant à prévenir les injustices. Dans un contexte marqué par la désinformation et la montée de la violence, ce projet agit comme un levier essentiel pour favoriser la justice sociale et l'inclusion.

PROGRAMMES DU BUREAU NATIONAL D'EPBC



«J'ai vraiment apprécié l'aide que j'ai reçue pour ma demande auprès du tribunal. L'équipe s'est montrée aimable, professionnelle et patiente. Ils m'ont tout expliqué clairement et m'ont accompagné·e tout au long du processus. Je les remercie sincèrement pour leur aide et je les recommanderais à toute personne ayant besoin d'aide.»

Client·e anonyme

Centre de justice familiale

Depuis 2021, le Centre de justice familiale (CJF) rassemble des étudiant·es en droit et des avocat·es bénévoles des quatre coins de la province pour offrir des services de droit de la famille gratuits aux personnes qui ne sont pas admissibles à l'aide juridique, mais qui n'ont pas non plus les moyens de retenir les services d'un avocat.

Le CJF propose un éventail de services dégroupés et adaptés aux besoins de chaque personne, y compris des conseils juridiques sommaires, un accompagnement juridique, des services d'orientation ciblés et une aide à la rédaction de documents judiciaires. Le CJF élabore également des ressources d'information pour aider les gens à s'y retrouver dans le système de droit de la famille et à mieux comprendre la procédure judiciaire.

En offrant ses services sous forme virtuelle et en recourant à des interprètes au besoin, le CJF peut fournir des services au moment et à l'endroit où les gens en ont besoin, ce qui favorise l'accès à la justice pour les communautés vulnérables et les communautés traditionnellement mal desservies.

L'année dernière, le CJF a continué de fournir des services ayant des retombées positives sur la vie des gens tout en apportant des améliorations essentielles à ses services afin de les rendre plus accessibles et d'enrichir les occasions d'apprentissage expérientiel offertes aux étudiant·es.

16

chargé·es de cas étudiant·es ont reçu une formation sur le droit de la famille, la pratique du droit tenant compte des traumatismes et les pratiques antioppression

25

avocat·es ont donné de leur temps pour fournir des conseils juridiques sommaires et superviser la préparation de formulaires judiciaires

123

client·es ont reçu des conseils juridiques sommaires

652

appelant·es ont été dirigés vers des ressources et des services ciblés

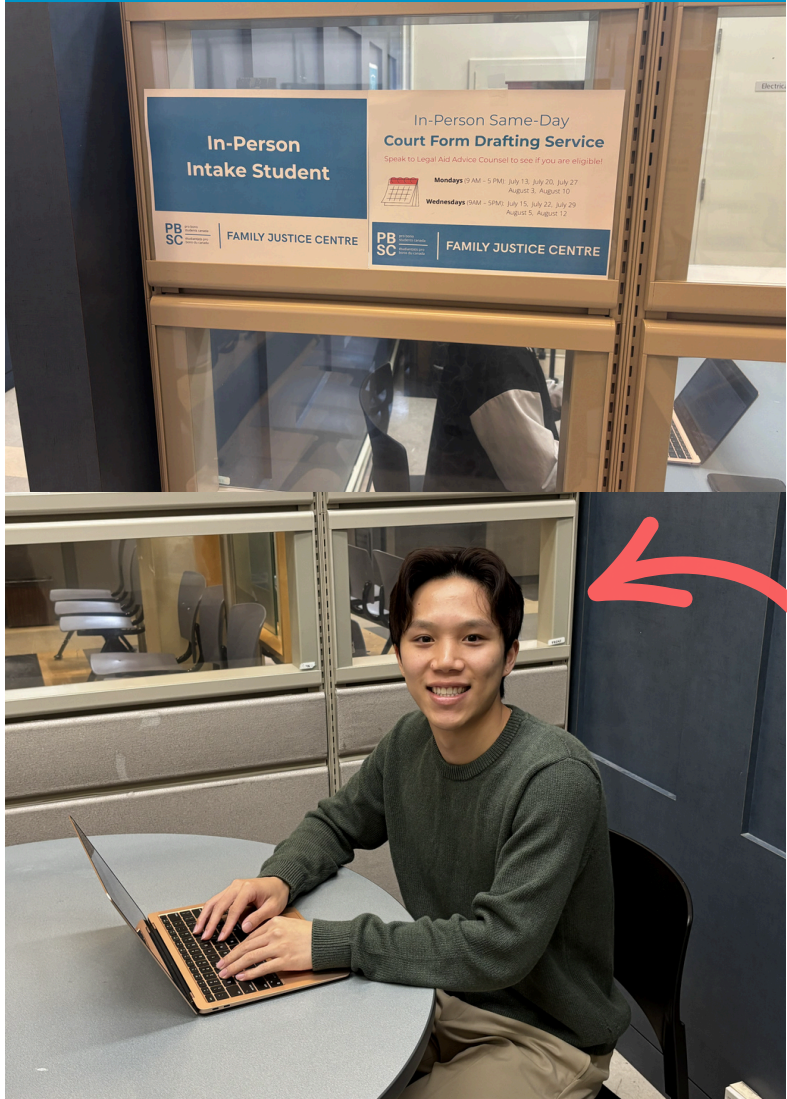
1 202

visionnages des vidéos pédagogiques de la CJF sur les procédures en matière de droit de la famille

53

documents judiciaires de grande qualité ont été rédigés





Derek Nguyen, chargé de cas étudiant CJF, va entrer en troisième année de droit à la faculté de droit Jackman de l'Université de Toronto.

« [La chargée de cas] a écouté mon triste et long récit sans porter de jugement. Elle m'a expliqué en quoi ils pouvaient m'aider et en quoi ils ne pouvaient pas m'aider. Je recommanderais le CJF à quiconque... De grâce, maintenez ce service/programme, car il y a tant de familles qui ont du mal à joindre les deux bouts et qui n'ont pas les moyens d'engager un avocat pour obtenir la justice dont ils ont besoin. »

Client·e anonyme

Au début 2026, le CJF a instauré de nouvelles pratiques pour les appels à la ligne d'accueil et l'évaluation des risques, et il a établi un programme de formation et élaboré un manuel pour les chargée-es de cas étudiant-es. Ces changements nous ont permis de soutenir davantage de victimes de violence familiale, tout en offrant aux étudiant-es une formation pratique incomparable sur cet aspect essentiel de la pratique du droit de la famille.

En août, le CJF a commencé à fournir des services en personne. Nos étudiant-es sont maintenant présents dans certains palais de justice de la Cour de justice de l'Ontario à Toronto. Ils ont ainsi l'occasion de rencontrer des clients et d'évaluer leur admissibilité à nos cliniques de conseils sommaires en ligne. Nous continuons de collaborer avec nos partenaires afin d'élargir nos services en personne dans d'autres régions, à commencer par Ottawa.

Cette année, le CJF a également lancé un nouveau site Web visant à rendre nos services plus accessibles pour les personnes de l'Ontario qui souhaitent recourir au CJF pour obtenir de l'assistance juridique.

Merci

Nous nous efforçons de continuer à élargir la portée du CJF afin qu'il devienne un véritable carrefour de l'accès à la justice familiale d'un bout à l'autre de l'Ontario. Tout cela ne pourrait être possible sans le soutien de nos partenaires financiers et de notre formidable équipe d'avocat-es superviseur-es bénévoles. Durant l'année de programme 2025-2026, le CJF a bénéficié du soutien de nos nombreux partenaires, soit : notre partenaire de programme et partenaire fondateur, **Aide juridique Ontario**; notre partenaire champion et partenaire fondateur, **Epstein Cole s.r.l.**; notre partenaire de programme, **Blaney McMurtry s.r.l.**; nos commanditaires de cliniques : **Thomson Rogers s.r.l.**, **McCarthy Hansen & Company s.r.l.**, **Laurel Family Law s.r.l.** et **Niman Mamo s.r.l.**; nos nombreux partenaires qui ont fourni des contributions non financières et les Ami-es du CJF.



12 étudiant·es
en droit
d'EPBC



27 personnes
servies
individuellement



125 personnes ayant
bénéficié d'activités ou de
ressources d'éducation
juridique

Programme des droits de la personne des peuples autochtones

Le Programme des droits de la personne des peuples autochtones vise à créer des espaces accessibles qui permettent aux membres des communautés autochtones urbaines d'en apprendre plus sur les droits de la personne et d'avoir l'information nécessaire pour prendre des décisions relatives à leurs droits. Cette année, nous avons continué de mener ce programme en partenariat avec **l'Ontario Federation of Indigenous Friendship Centres (OFIFC)**. EPBC et l'OFIFC travaillent de concert avec le **Thunder Bay Indigenous Friendship Centre (TBIFC)** et **l'Odawa Native Friendship Centre (ONFC)** et fournissent un soutien pour les cliniques de droits de la personne et les activités d'éducation juridique. Ces cliniques fournissent des conseils juridiques sommaires gratuits et de l'information juridique aux personnes qui s'identifient comme des personnes autochtones dans les régions d'Ottawa et de Thunder Bay.

En 2025-2026, le Programme des droits de la personne des peuples autochtones a fait appel à 12 étudiant·es en droit bénévoles d'EPBC pour soutenir les cliniques juridiques et les activités d'éducation juridique. Les étudiant·es d'EPBC qui participent à ce programme ont l'occasion de suivre une formation sur la compétence culturelle autochtone, tout en obtenant une formation clinique utile. Ces expériences permettent de mieux comprendre les problèmes de discrimination et de droits de la personne auxquels font face les communautés autochtones urbaines, tout en apportant un soutien direct aux personnes autochtones.

En offrant ce programme dans les centres d'amitié, les clients peuvent accéder à des espaces qui respectent la culture autochtone et y sont adaptés. Ils peuvent discuter des répercussions de la discrimination, trouver des façons d'y remédier et obtenir des services de soutien complets. Les étudiant·es en droit — qu'ils soient autochtones ou non — apprennent à fournir des services juridiques qui tiennent compte des traumatismes et qui reposent sur l'établissement de relations authentiques avec les communautés autochtones locales.



Les responsables de programme du TBIFC et de l'ONFC ont travaillé sans relâche au sein de leurs communautés pour nouer des liens et élargir la portée de ce programme. L'année dernière, 27 personnes ont obtenu des services directs dans le cadre de cliniques, et plus de 125 personnes ont bénéficié de programmes d'éducation juridique.

Nous sommes impatients de poursuivre l'élargissement de ce programme en collaboration avec nos partenaires et les centres d'amitié locaux afin d'en faire un modèle holistique d'action et d'éducation anti-discrimination ancré dans la communauté.

EPBC tient à remercier la Commission canadienne des droits de la personne, la Commission ontarienne des droits de la personne, le Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne et McCarthy Tétrault, ainsi que la Faculté de droit de l'Université d'Ottawa, la Faculté de droit Bora Laskin de l'Université Lakehead, la Faculté de droit N.R. Jackman de l'Université de Toronto, et la Faculté de droit Osgoode Hall.



Canadian
human rights
commission

Commission
canadienne des
droits de la personne



Ontario
Human Rights Commission
Commission ontarienne des
droits de la personne

HR|SC | Human Rights Legal Support Centre

CA|DP | Centre d'assistance juridique
en matière de droits de la personne

mccarthy
tétrault



HENRY N.R. JACKMAN
FACULTY OF LAW
UNIVERSITY OF TORONTO



uOttawa
Faculté de droit
Faculty of Law

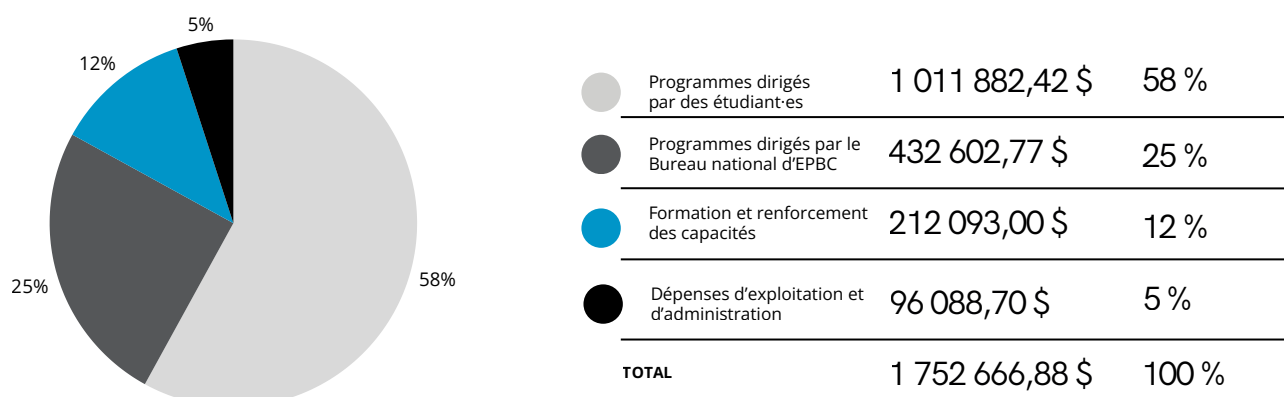
OSGOODE
OSGOODE HALL LAW SCHOOL
YORK UNIVERSITY



Lakehead
UNIVERSITY | BORA LASKIN
Faculty of Law

RÉSUMÉ FINANCIER

Les renseignements financiers présentés ci-dessous ont été compilés par le Bureau national d'EPBC et comprennent les dépenses administrées par le Bureau national d'EPBC ainsi que les dépenses déclarées par les sections d'EPBC. Ces chiffres ne tiennent pas compte de toutes les contributions financières que les sections d'EPBC reçoivent directement de la part de leurs facultés de droit et des cabinets d'avocats locaux, ni du soutien en nature fourni par leurs facultés de droit (p. ex. les superviseur-es locaux/locales).



Programmes dirigés par des étudiant-es : Avec le soutien du Bureau national d'EPBC, les 22 sections d'EPBC s'efforcent de faire tomber les obstacles à la justice dans leurs communautés locales. En 2025-2026, sous le leadership de 41 étudiant-es d'un bout à l'autre du pays, les sections d'EPBC ont mené 420 projets diversifiés en partenariat avec 348 organisations communautaires, et ce, grâce à l'implication de 1 419 étudiant-es en droit bénévoles et de 485 avocat-es et notaires superviseur-es pro bono.

Programmes dirigés par le Bureau national d'EPBC : Le Bureau national d'EPBC élabore et dirige des projets novateurs visant à lutter contre les inégalités complexes et systémiques. En 2025-2026, EPBC a mené le Programme des droits de la personne des peuples autochtones et dirigé le Centre de justice familiale. Dans le cadre de ces programmes, le Bureau national a mobilisé 28 étudiant-es pour fournir des services aux clients, élaborer des ressources et faire des présentations d'éducation juridique. Le financement de ces programmes provient principalement de fonds réservés.

Formation et renforcement des capacités : Le Bureau national d'EPBC offre des formations pour renforcer la capacité des membres de la profession juridique à lutter contre les inégalités systémiques. En 2025-2026, EPBC a tenu sa Conférence nationale sur le leadership, laquelle a lieu tous les ans, ainsi que son Institut d'apprentissage d'été. Dans le cadre de cet Institut, EPBC a offert des formations sur divers sujets, notamment les pratiques antioppression, les perspectives autochtones et l'humilité culturelle, le langage inclusif, et la pratique du droit tenant compte des traumatismes.

Dépenses d'exploitation et d'administration : Le Bureau national d'EPBC fournit des formations et assure l'encadrement et la surveillance des programmes afin de soutenir leur exécution à l'échelle du pays, ce qui engendre des dépenses pour le soutien administratif et technologique, des frais d'adhésion à des groupes professionnels, des frais de bureau et d'occupation, et d'autres dépenses connexes.

PARTENAIRES FINANCIERS

L'action d'EPBC en matière d'accès à la justice est généreusement soutenue par :

Partenaires financiers nationaux



Partenaires financiers de programme



Partenaires financiers des sections



ORGANISATIONS PARTENAIRES

EPBC tient à remercier ses partenaires pour leur soutien et leur collaboration sans faille.

ABLE2: Support for People with Disabilities
Abortion Rights Coalition of Canada
Access Pro Bono
Accompagnement des femmes immigrantes de l'Outaouais
ACORN Canada
ActionDignity
AEL Advocacy
Agora16
Aide juridique Québec
AIDS Committee of Ottawa
All Saints
Alliance of Canadian Land Trusts
ALPHA Education
Amal Newcomer Services
Amelia Rising Sexual Violence Support Centre
AMHS-KFLA
Amici Curiae (AC) Friends of Court
AMINATE
AQDR
Association coopérative d'économie familiale de l'Estrie
Association de l'Ouïe de l'Outaouais
Association des juristes d'expression française de l'Alberta
Association des juristes d'expression française de l'Ontario
Association des locataires de villeray
Association des parents d'enfants Asperger
Association des Ressources Intermédiaires d'hébergement du Québec
Association for the Rights of Household and Farm Workers
Association francophone des parents du Nouveau-Brunswick
Atira Women's Resource Society
Avocats sans frontières Canada
Barbra Schlifer Commemorative Clinic
BC Society of Transition Houses
Bienvenue à Notre-Dame-de-Grâce
British Columbia Civil Liberties Association
Butterfly (Asian and Migrant Sex Workers Support Network)
CAFI
CALACS
CALACS des rivières
[Calgary Legal Guidance \(p. 17\)](#)
[Calgary Vietnamese Women's Association \(p. 12\)](#)
Canadian Association for Biological Anthropology
Canadian Association of Elizabeth Fry Societies
Canadian Civil Liberties Association
Canadian Civil Liberties Education Trust
Canadian Drug Policy Coalition
Canadian Environmental Law Association
Canadian Environmental Network
Canadian Health Coalition
[Canadian Human Rights Commission p.25\)](#)
Canadian Immigrant Women's Association
Canadian Lawyers for International Human Rights
Canadian on Paper Society for Immigrant Physicians Equality
Canadian Red Cross
CARI St-Laurent
Carrefour de ressources en interculturel
Carrefour jeunesse emploi de l'Outaouais
Carrefour jeunesse-emploi de Sherbrooke
Catherine Street Community Service Hub
Central Vancouver Island Multicultural Society
Centre d'encadrement pour Jeunes Femmes Immigrantes
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or
Centre de développement pour l'exercice de la citoyenneté
Centre de justice de proximité Côte-Nord
Centre de justice de proximité du Grand Montréal
Centre de pédiatrie sociale de Lévis
Centre de recherche-action sur les relations raciales
Centre d'intervention le Rond-Point
CFBX 92.5 FM
Chez les Simone
Chokecherry Studios
Citizens With Disabilities - Ontario
CJAM - 99.1 FM
CJSW 90.9 FM

Clinique de droit notarial de l'Outaouais
Clinique de Réfugiés du Nouveau-Brunswick
Clinique Droit de cité
Clinique juridique de Saint-Michel
Clinique juridique du grand Montréal
CNIB
Coalition des organismes communautaires québécois de lutte contre le sida
Comité logement Ahuntsic-Cartierville
Community and Legal Aid Services Program
Community Legal Aid University of Windsor Law
Community Legal Assistance Services for Saskatoon Inner City Inc.
Community Legal Assistance Society
Community Legal Clinic of York Region
Community Legal Education Association
Community Living London
Community Unemployed Help Centre
Conflict Analytics Lab
Connecting Ottawa
Connective
Dans la rue
Disability Alliance BC
[East Coast Environmental Law \(p. 13\)](#)
Elgin-Oxford Legal Clinic
Elizabeth Fry New Brunswick
Elizabeth Fry Society of Northwestern Ontario
Elizabeth Fry Society of Saskatchewan
Elizabeth Fry Toronto
Encircle Defence
Environment North
Environmental Law Centre
Espoir Rosalie
Family Advocacy Support Centre
Family Law Information Centre, Ministry of Justice
Family Resolution Service
Family Transition Place
FCJ Refugee Centre
Fédération étudiante collégiale du Québec - FECQ
Federation of Asian Canadian Lawyers BC
Federation of Metro Tenants' Associations
Fischer & Company
Fondation Rivières
Foyer du monde
Friends of Ruby
Friends of the Earth
Garage à Musique
Gender and Sexual Diversity, Thompson Rivers University
Global Gathering Place
Greater Kingston Chamber of Commerce
Greater Victoria Public Library
GRIS Estrie
Habitations l'Équerre
[Harmony In Action \(p. 8\)](#)
Haven Toronto
Head & Hands
Healthy Muslim Families
Hiatus House
HIV Legal Network
Humane Canada
Huron Perth Community Legal Clinic
Imprint Youth Association
Inclusion Canada
Indigenous Climate Action
InfoJustice Manitoba
Inform'elle
Innocence Canada
Inter-Generational Network on the Effects of Genocide
Interior Women's Centre Society
[Interligne \(p. 19\)](#)
John Howard Society of Brandon
John Howard Society of London and District
John Howard Society of Manitoba
John Howard Society of Simcoe & Muskoka

John Howard Society of Thunder Bay & District
 John Humphrey Centre for Peace and Human Rights
 Juristes à Domicile
 Juritrans
 Justice & Equity Alberta
 Justice Education Society
 Justice for Children and Youth
 Justice for Girls
 Justice Pro Bono
 Kamloops Immigrant Services
 Kamloops Sexual Assault Counselling Centre
 Kamloops Society for Community Inclusion
 Kensington Health
 Kensington-Bellwoods Community Legal Services
 Kinbrace
 Kind Space
 Kingston Community Health Centres
 Kingston Native Centre and Language Nest
 Kingston Youth Shelter
 Kinna-aweya Legal Clinic
 Korean Legal Clinic
 La Légion royale canadienne
 La Mouvance, Centre de femmes
 La Ruelle d'Hochelaga
 Lakay
 Lakehead University Community Legal Clinic
 Law and Technology Lab
 Law Society of Ontario
 Lawyers' Rights Watch Canada
 Le Collectif
 Le Jeune Barreau de Montréal
 Le PlaMP
[L'Echo des femmes de la Petite Patrie \(p. 18\)](#)
 Legal Advocates for Nature's Defence
 Legal Aid Alberta
[Legal Aid Ontario \(p. 13, 23\)](#)
 Legal Centre for Palestine
[Legal Help Centre \(p. 12\)](#)
 Legal Information for Sexual Assault (LISA)
 Legal Innovation Laboratory
 Legal Line
 Leucan
 Level
 Liaison-Justice
 Liberty Lane Inc.
 LIFE*SPIN
 London & Middlesex Community Housing
 London Cares
 London District Catholic School Board
 Luke's Place
 Madhu Verma Migrant Justice Centre
 Maggie's Toronto Sex Workers Action Project
 Maison Nazareth
 Mamas for Mamas
 Manitoba Bar Association
 Manitoba Harm Reduction Network
 Manitoba Law Reform Commission
 Manitoba Métis Federation
 Martha's Table
 Matthew House
 Médiation Équitable de la Diaspora Immigrante
 Meena Dhillon Law Corporation
 Mental Health Estrie
 METRAC
 Migrant Workers Centre
 Millhaven Lifers' Liaison Group
 Miscarriage of Justice Canada
 Modern Fuel
 MPC Foundation
 Muslim Legal Support Centre
 N'Amerind Friendship Centre
 Native Women's Shelter of Montreal (p. 8)
 Neighbourhood Legal Services London & Middlesex
 Nelligan Law
 New Brunswick Coalition of Persons with Disabilities
 New Brunswick Legal Aid Services Commission
 New Directions
 Newcomer Legal Clinic
 Nishnawbe-Aski Legal Services Corporation
 Nokee Kwe
 North Bay Indigenous Friendship Centre
 North Shore Restorative Justice Society
 Northwest Territories Human Rights Commission

Northwestern Ontario Women's Centre
 Nunavut Legal Aid
 Observatoire international des droits de la Nature
[Odawa Native Friendship Centre \(p. 24, 25\)](#)
 Office of the Treaty Commissioner
 Okanagan Thompson Legal Clinic
 Olthuis Kleer Townshend LLP
 Ontario Council of Agencies Serving Immigrants
[Ontario Federation of Indigenous Friendship Centres \(p. 16, 24, 25\)](#)
 Ontario Justice Education Network
 Ontario Native Women's Association
 Operation Come Home
 Organisation d'Éducation & d'Information Logement de Côte-des-Neiges
 OUTSaskatoon
 Pacific Wild
 Parents Uniques des Laurentides
 Parkinson Society Southwestern Ontario
 PASAN
 PHSS Medical & Complex Care in Community
[PLEA \(p. 8\)](#)
 Prairie Harm Reduction
 Prince Edward Island Fishermen's Association
 Pro Bono Law Alberta
 Pro Bono Ontario
 Pro-Def Estrie
 Public Interest Advocacy Centre
 Public Legal Education and Information Service of New Brunswick
 qathet Community Justice
 QMUNITY
 Queen's University Faculty of Law
 Radio Western
 Rainbow Railroad
 Rainbow Refugee
 Rainbow Resource Centre
[Rapha Youth Outreach Services \(p. 14\)](#)
 Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec
[Regroupement provincial des comités des usagers \(p. 8\)](#)
 Réseau d'aide aux travailleuses et travailleurs migrants agricoles du Québec
 Réseau plein air Québec
 Rexdale Community Legal Clinic
 Romero House
 Royal Canadian Mounted Police Veterans Association
 S.H.I.F.T.
 Saanich Volunteer Services Society
 SAISIA
 Sanelli Law
 Saralikitaaq
 Saskatoon Council on Aging
 SaskSPCA
 Sexual Violence New Brunswick
 Scooco Law
 Service public d'éducation et d'information juridiques du Nouveau-Brunswick
 Sexual Assault Crisis Centre
 Sherbrooke Community Centre
 Skipping Stone
 Smith Immigration Law
 Société Elizabeth Fry du Québec
 Société Nationale de l'Acadie
 South Asian Centre of Windsor
 South Asian Legal Clinic of British Columbia
 South London Neighbourhood Resource Centre
 St. Leonard's Society of Canada
 Stella, l'amie de Maimie
 Stewart McKelvey
 Sudbury Women's Centre
 Survivor's Hope Crisis Centre
 SWWAC
 Tenant Resource & Advisory Centre (p. 15)
 The 519
 The Canadian Coalition for Green Health Care
 The Empowerment Council
 The Immigrant Education Society
 The Legal Kid Foundation
 The Manitoba Human Rights Commission
 The Ottawa Mission
 The Saint John Newcomers Centre
 Thompson Rivers University Faculty of Law
 Thrive Community Support Circle
 Thunder Bay & District Injured Workers Support Group

Thunder Bay Indigenous Friendship Centre (p. 24, 25)

Together Against Poverty Society

Trans Wellness Ontario

UNB Legal Clinic

Unison (p. 8)

United Native Friendship Centre

Université de Moncton Faculté de droit

Université de Montréal Faculté de droit

Université de Sherbrooke Faculté de droit

Université du Québec à Montréal Faculté de science politique et de droit

Université Laval Faculté de droit

University of British Columbia Peter A. Allard School of Law

University of Calgary Faculty of Law

Vancouver Island Human Rights Coalition

West Coast Environmental Law

Westcoast Family Centres

Western Anthropology Outreach Committee

Willowdale Community Legal Services

Windsor Youth Centre, Downtown Mission

Windsor-Essex Bilingual Legal Clinic

Windsor-Essex Family Network

Winnipeg Food Council

WomenatthecentrE

WoodGreen

Worker Solidarity Network

Y des femmes de Montréal

Youth Impact Jeunesse

Youth Opportunities Unlimited

Youville Centre

YWCA Moncton

YWCA Saskatoon

NOUS JOINDRE

Site web

→ etudiantsprobono.ca

Courriel

→ admin@probonostudents.ca

Social Media

